

La crise de l'économie soudanaise dans les années 80

Indicateurs principaux et causes structurelles

Medani M. Ahmed



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1010>

DOI : 10.4000/ema.1010

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1993

Pagination : 27-40

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Medani M. Ahmed, « La crise de l'économie soudanaise dans les années 80 », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 15-16 | 1993, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1010> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1010>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La crise de l'économie soudanaise dans les années 80

Indicateurs principaux et causes structurelles

Medani M. Ahmed

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Sylvia Chiffolleau.

- 1 Le Soudan indépendant a connu la ruine de ses rêves ambitieux, le non-accomplissement de ses objectifs nationaux et l'échec total des programmes économique et politique qui visaient à sortir le pays de son héritage colonial. Les secteurs de production pour la consommation extérieure et l'exportation ont été et continuent d'être dépendants, n'enregistrant au mieux que des changements insignifiants. Les secteurs productifs et leurs structures restent faibles, sans liens les uns avec les autres, incapables de répondre à la demande domestique en matière de biens et services. On peut donc parler d'une économie statique/sclérosée et inerte qui montre toutes les caractéristiques du sous-développement.

Les indicateurs économiques de la crise

- 2 Le Soudan, qui a obtenu son indépendance en 1956, est le plus grand pays d'Afrique : il couvre environ 2.600.000 kilomètres carrés. Bien que plus de 80 millions d'hectares soient potentiellement disponibles pour l'agriculture et l'élevage, la surface actuellement utilisée n'en représente qu'à peine 8 millions. Si l'on en croit nombre de spécialistes et d'observateurs, le Soudan dispose — en particulier dans le domaine agricole — de ressources naturelles importantes pouvant utilement être mobilisées pour le développement économique. Depuis l'indépendance, les gouvernements soudanais successifs ont partagé cette conception du potentiel du secteur agricole du pays, plaçant au cœur de leurs objectifs des plans de développement de ce secteur. En effet, les plans mis en œuvre depuis 1960 (le plan décennal de 1960-70, le plan quinquennal de 1970-75 — plus tard transformé en plan septennal de 1970-77 —, ainsi

que les plans de six ans et le programme avorté dit « de salut » en quatre ans) ont tous insisté sur le rôle central du secteur agricole dans le développement économique du Soudan.

- 3 Il n'est donc pas surprenant qu'au vu de l'énorme surface cultivable du pays, plus de 85 % de la population totale dépendent de l'agriculture pour leurs revenus, leurs emplois et leurs moyens de subsistance. La part importante de l'agriculture dans le total du produit intérieur brut est révélatrice de son poids dans l'économie. Le secteur agricole compte pour 57 % du PIB en 1959, pour plus de 39 % en 1964 et pour une moyenne de 35% de 1966 à 1980¹. En 1988-89, on estime qu'il y a participé pour plus de 40 % avec un taux de croissance de 0,1 % par an. Les autres secteurs contribuant au PIB sont les suivants : commerce et hôtellerie : 13 %, finance et immobilier : 10,4 %, transports et communications : 10,3 %, services gouvernementaux : 8 %, industrie : 6,7 %, logement et reconstruction : 5,2 %, services : 2,9 %, eau et électricité : 1,9 %, et enfin les mines, avec une part d'environ 1 % pour l'année fiscale 1988-89.
- 4 Malgré les réels atouts naturels et agricoles du Soudan, son processus de développement ne s'est pas révélé aussi fructueux qu'on l'avait espéré il y a vingt ans. La croissance de la production agricole et de l'économie en général n'a pas été particulièrement performante durant les années 70 et 80. Par exemple, le taux de croissance moyen annuel de l'agriculture s'est élevé à 2,7 % pour la période 1970-79 ; l'industrie a progressé de 3,3 % par an, l'artisanat de 1,5 % et les services de 6,9 % au cours de la même période².
- 5 Le PIB a augmenté selon un taux moyen annuel de 1,6 % entre 1960 et 1970, de 4,3 % dans la période comprise entre 1970 et 1979 et de 0,2 % au cours des années 1980/81 à 1989/90 (- 2,2 % en 1989-90). Quant au taux de croissance moyen annuel du produit national brut par habitant, il s'est avéré, bien sûr, encore plus modeste, puisqu'il a progressé en moyenne de 0,6 % par an pour la période 1960-79, faisant du Soudan un des pays connaissant le plus faible développement du monde. Pendant les années 80, l'économie s'est profondément enfoncée dans la crise. En termes réels, le taux de croissance du PIB a été de - 2,9 % en 1983-84, de -14 % en 1984-85 et de - 5 % en 1988-89 avec un taux moyen de -0,5 % pour la période comprise entre 1983-84 et 1988-89³. Etant donné le niveau du taux de croissance moyen annuel de la population (2,8 %), le revenu par tête s'est considérablement détérioré, produisant des effets négatifs sur les niveaux de consommation, d'épargne, d'investissement et d'accumulation du capital. Durant la même période, l'épargne des ménages ne représentait que 4,2 % du PNB et le taux de croissance annuel moyen des investissements a chuté de 4 % pour la période 1980-87⁴. En conséquence, les capacités productives ont stagné et les équipements de la plupart des projets industriels n'ont pas été utilisés à leur pleine capacité. Ainsi, le taux d'utilisation de nombreuses sucreries (à l'exception de celle de Kennana) n'a pas dépassé 46 % de leur capacité en 1988-89. D'autre part, les usines textiles, à l'exception de l'entreprise Friendship Spinning, n'ont pas été utilisées à plus de 20 % de leur capacité totale de production.

Tableau 1 : Utilisation des capacités de production des sucreries (1988-89)

Sucreries	Capacité de production (milliers de tonnes)	Production réelle (milliers de tonnes)	Taux d'utilisation (%)

El Gunaid	60	23	38.3
New Halfa	75	35	46.7
Assalaya	110	35	31.8
Sennar	110	40	36.4
Kennana	300	235	78.3

Source : Ministre des Finances and de la Planification économique. *Economic Survey*, 1988-89, Khartoum, 1989.

Tableau 2 : Utilisation des capacités de production des usines textiles (1988-89)

Usines textiles	1986/87 %	1987/88 %	1988/89 %
Kosti	24	25.9	26.9
Shendi	14	9.1	6.4
Dweem	15	18.5	20.4
Kadogli	15	13.0	10.6
Nyala	2	5.1	5.9
Friendship			
Spinning Factory	37	33.8	30.0

Source : *idem*.

- 6 De plus, l'économie ploie actuellement sous le fardeau de l'inflation. Les taux d'inflation ont considérablement augmenté, atteignant respectivement 20 %, 33 %, 42 % et plus de 80 % pour les années 1977-78, 1982-83, 1985-86 et 1988-89⁵. Le taux de croissance moyen annuel de l'inflation a été de 31,7 % pour la période 1980-87⁶.
- 7 L'accélération de la pression inflationniste se répercute sur la montée en flèche des prix des produits de première nécessité. Ainsi, les indices du coût de la vie (base 100 en 1970) ont connu une augmentation considérable, passant de 518 en 1980 à 3.366 en 1987, pour atteindre 8.305 en 1989 et ceci pour les salariés à bas revenu, alors que pour les salariés à haut revenu, ces indices ont grimpé de 488 en 1980 à 3.087 en 1987 et 7.883 en 1989. L'indice commun pour les deux groupes passe de 503 en 1980 à 3.226 en 1987 et 8.094 en 1989 :

Tableau 3 : Index du coût de la vie pour les salariés de la région de Khartoum (période 1980/1989, base 100 en 1970)

Année	Bas salaires	Salaires élevés	Tous salaires
1980	517.9	488.5	503
1981	643.5	603.9	623.4
1982	809,0	765.2	787.1
1983	1059.9	1007.5	1031.7
1984	1417.2	1317.3	1367.2
1985	2060.6	1938.7	1999.6
1986	2673.1	2488.4	2580.8
1987	3365.7	3086.8	3226.3
1988	4998.8	4526.8	4762.8
1989	8305.5	7883.2	8094.4

Source : *Economic Survey 1987/88. op. cit. and Economic Survey 1989/90, Khartoum 1990.*

- 8 Face à cette formidable augmentation du coût de la vie, les syndicats sont parvenus, grâce aux pressions politiques et aux grèves, à obtenir une revalorisation des salaires. Les pertes occasionnées par les grèves pour la seule année fiscale 1988-89 étaient estimées à plus d'un milliard de livres soudanaises⁷. L'absence totale de revenus fixes et de politique des salaires basée sur la productivité et son augmentation a contribué au déclin économique du Soudan. Il est bien évident que les dévaluations successives de la valeur officielle de la livre soudanaise par rapport au dollar ont contribué de façon significative à l'augmentation du prix de la production domestique, sans réduire pour autant le volume des denrées importées⁸. Ces dévaluations n'ont cependant pas entraîné d'augmentation des exportations soudanaises mais ont causé une pression inflationniste énorme et dévastatrice dans le pays. En conséquence, l'investissement dans le secteur productif domestique a régulièrement décliné, le développement économique s'est ralenti et le niveau de vie des classes moyennes et pauvres s'est détérioré. Ainsi la consommation quotidienne moyenne de calories par tête était de 2.208 en 1986, chiffre inférieur à la moyenne de 2.384 généralement enregistrée dans l'ensemble des pays à bas revenu⁹. Ces facteurs ont fortement contribué à détériorer l'économie soudanaise.
- 9 L'accroissement persistant du déficit budgétaire a également beaucoup contribué à l'aggravation des problèmes économiques et monétaires. Estimé à trois milliards de livres soudanaises pour l'année fiscale 1989-90, ce déficit devrait atteindre, à la fin de l'année fiscale 1990-91, environ 8,4 milliards¹⁰. L'une des principales raisons de ce déficit tient au coût croissant de la guerre dans le Sud, qui est passé d'un milliard de

livres en 1983-84 à plus de quatre milliards en 1989-90. Les données publiées officiellement indiquent qu'à la fin de 1989, le gouvernement dépensait plus de onze millions de livres par jour pour financer cette guerre¹¹.

- 10 L'aggravation du déficit budgétaire est également due à une explosion des dépenses de l'État concernant les activités ordinaires non-productives. Par exemple, les subventions attribuées par le gouvernement central aux autorités locales s'élevaient à 22 % du total des dépenses du gouvernement de Khartoum en 1989. D'une manière générale, en termes réels, les dépenses courantes du gouvernement ont augmenté de 148 % au cours des années 80, alors que l'ensemble des dépenses engagées par l'État en 1989-90 ont augmenté de 1.651 % par rapport à celles de 1980-81. D'autre part, les revenus de l'État n'ont pas couvert plus de 78 % de ses dépenses. Face à l'augmentation considérable des dépenses et à la lente progression des revenus, le gouvernement a eu recours, auprès de la Banque mondiale, à un emprunt d'un montant de vingt milliards de livres en 1989. Ainsi, les disponibilités monétaires ont notablement augmenté, passant de 1.232,1 millions de livres en 1980 à la somme record de 22.708,6 millions de livres en 1989 et à plus de 26 milliards en juin 1990¹².

Les causes structurelles de la crise

- 11 Je voudrais à présent attirer l'attention sur certains facteurs structurels de sous-développement au Soudan. Le sous-développement économique est le principal facteur de réapparition et de chronicité des symptômes de crise économique. Cet état de sous-développement est dû à une combinaison de causes internes et externes : structures de production inadaptées, productivité et taux d'épargne et d'investissement bas, voire négatifs, désarticulation des différents secteurs de l'économie, projets et équipements infrastructurels obsolètes et insuffisants, auxquels s'ajoute la forte dépendance à l'égard de l'aide, des relations commerciales, des finances et des technologies internationales aussi bien que la domination étrangère.

L'absence de moteur industriel

- 12 Dans les pays capitalistes avancés, l'industrialisation conduit à un renforcement important des forces et du potentiel productifs, donnant lieu à un développement économique orienté et dirigé vers les intérêts nationaux. En créant des liens en amont et en aval, le secteur industriel augmente la complémentarité, l'interdépendance, la cohésion et l'intégration de tous les secteurs de l'économie. Au contraire, un des facteurs importants du sous-développement au Soudan réside dans la désarticulation des différents secteurs de l'économie. Le pays a totalement échoué à remplacer les structures économiques coloniales et à développer une dynamique et une croissance rapide du secteur industriel qui aurait pu avoir un effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie.
- 13 Au Soudan, l'économie est fondamentalement dépendante de l'agriculture et particulièrement des activités agricoles traditionnelles. En 1988-89, le secteur agricole contribuait pour plus de 41 %, en valeur estimée, au PIB. La contribution du secteur industriel au PIB reste généralement très modeste, représentant 6,8 % de celui-ci en 1988-89 et, en moyenne, environ 6,6 % pour la période située entre 1983-84 et 1988-89. La contribution de ce secteur à l'emploi et à la valeur ajoutée est également très modeste.
- 14 Depuis l'indépendance, de sérieux problèmes ont entravé l'industrialisation du Soudan, parmi lesquels l'absence de planification véritable, de stratégies bien définies, d'études de faisabilité économiques et sociales adaptées, de main-d'œuvre qualifiée,

d'infrastructures et d'équipements suffisants et de services économiques et sociaux de base. La pénurie sévère de moyens financiers et de capitaux à investir limite également le renforcement des capacités productives et restreint considérablement les performances des industries existantes. La rareté du matériel industriel importé, par manque de devises étrangères, constitue un autre obstacle majeur. Les entreprises sont victimes de pénuries d'énergie et de coupures d'électricité. Les politiques de prix, les difficultés de stockage et de commercialisation constituent également des handicaps importants pour l'industrialisation du pays.

- 15 En raison de ces obstacles, auxquels s'ajoutent de nombreuses barrières bureaucratiques, organisationnelles et administratives, les industries sont largement sous-utilisées par rapport à leur capacité réelle (voir tableaux 1 et 2). En d'autres termes, le secteur industriel ne peut, au Soudan, assumer un rôle de stimulateur économique.

La dépendance agricole et la crise de subsistance

- 16 Dans ces conditions, l'agriculture est-elle en mesure de jouer un rôle de mobilisation dans l'économie ? Si l'on entend par agriculture le secteur agricole tel qu'il existe actuellement, la réponse est sans conteste négative. Si le secteur agricole représente (à plus grosse part du PIB, ses structures dépendantes l'empêchent de jouer un rôle dynamique. En effet, les productions principales sont essentiellement exportées à l'étranger (seuls 13 % de la production totale de Coton, par exemple, ont été transformés par les industries locales durant la période 1980-87). En outre, seule une petite fraction de la production agricole domestique est absorbée par les autres secteurs économiques. Les exportations agricoles représentent les principales sources de devises étrangères. Par exemple, durant la période 1984-88, la vente à l'étranger des produits agricoles a représenté plus de 85 % du total de la valeur des exportations ; le coton seul représente, en moyenne, 42 % des ventes à l'étranger, la gomme arabique 12,6 %, le sésame 10,4 %, le bétail 9,5 % et les arachides 2,2 % :

Tableau 4 : Contribution des différents produits à la valeur globale des exportations, période 1984-1988 (%)

	1984	1985	1986	1987	1988
Coton	49.6	44.3	44.0	30.4	44.7
Gomme arabique	7.8	7.8	17.0	17.8	12,9
Sésame	11.8	11.6	7.1	9.0	12.9
Elevage (Ovins, bovins et caprins)	11.3	18.9	8.6	2.9	5.8
Peaux	2.1	4.6	4.0	2.6	3.2
Sorgho	0.9		1.7	16.6	4.9
Autres	16.5	12.8	17.6	20.7	15.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : *Economic Survey, ibid.* 1989.

- 17 La limitation des exportations à un petit nombre de produits agricoles de base augmente la dépendance du Soudan par rapport au commerce et aux marchés étrangers, en réduisant sa capacité à maximiser les bénéfices du commerce et à diversifier la production à travers un élargissement des capacités productives. Les bénéfices en devises étrangères sont menacés et considérablement réduits, d'une part, par la chute des prix internationaux et la baisse de la demande concernant les produits de base en provenance des pays en développement et, d'autre part, par la concurrence que représentent d'autres pays fournisseurs ou des substituts industriels. Localement, la production de ces biens est minée par les catastrophes naturelles, la désertification, la chute de la productivité, le caractère inadapté des intrants agricoles importés, la hausse des prix de la production, des transports, du stockage et du travail. Il n'est donc pas étonnant que les échecs dans le domaine de l'exportation des cultures commerciales aillent de pair avec une crise alimentaire interne.
- 18 On peut sans crainte avancer que la cause déterminante de cette crise réside dans l'incapacité évidente des stratégies mises en œuvre au Soudan pour développer suffisamment la production agricole et stopper le déclin rapide des rendements. Le secteur agricole a également souffert d'un manque d'investissements et a rencontré des difficultés à mobiliser de façon satisfaisante des fonds de développement. De même, le déclin du secteur traditionnel est en partie dû au manque de crédits accordés aux petits paysans. La déforestation et la désertification, autres facteurs à l'origine de la crise de subsistance au Soudan, sont devenues des problèmes sérieux dans les années 1970 et 1980. Ces calamités sont accentuées par le manque d'organisation, la bureaucratisation et l'inefficacité de beaucoup de projets et de périmètres agricoles¹³.
- 19 La faiblesse de la production alimentaire intérieure compromet la sécurité alimentaire et augmente la dépendance par rapport aux produits importés. Dans les années 80, le manque sévère de devises étrangères et l'accroissement du déficit commercial et de celui de la balance des paiements ont empêché le pays d'importer des biens alimentaires alors que la demande était en augmentation, ce qui a contribué à aggraver les pressions inflationnistes.
- 20 Malgré les mesures sévères adoptées en vue d'améliorer les sources internes d'approvisionnement, les importations de produits alimentaires absorbent encore une part importante des revenus tirés de l'exportation. Au niveau interne, les subventions aux produits alimentaires constituent la cause principale de l'augmentation du déficit budgétaire de l'État.
- Y a-t-il une bourgeoisie entrepreneuriale au Soudan ?
- 21 Un développement économique dynamique ne peut s'affirmer et se perpétuer que si les groupes sociaux dominants créent des institutions destinées à drainer systématiquement les ressources de l'épargne en vue de l'investissement et du progrès technique¹⁴. C'est seulement lorsque ces groupes sociaux croient que le développement économique peut servir leurs intérêts qu'ils tentent de prendre ces mesures nécessaires préalables au développement.
- 22 Dans le cas du Soudan, les politiques économiques adoptées n'encouragent pas les projets de développement et les activités productives. Certains groupes, qui continuent de prospérer grâce à la persistance des activités non productives, ont bénéficié de ces

politiques. Marché noir, spéculation sur les devises étrangères, corruption et commerce local et international de produits luxueux superflus ne sont que quelques exemples de ces activités non productives. L'augmentation de ce commerce non productif est due aux taux de profit élevés qu'on peut actuellement en attendre, aux délais relativement courts permettant d'accumuler un capital commercial et des profits, ainsi qu'aux risques réduits encourus dans ces activités. Il bénéficie également de l'excès de la demande de produits essentiels ou de luxe dans un contexte d'hyper-inflation, du caractère peu attractif et des piètres bénéfices des activités productives ainsi que de la capacité des groupes bénéficiaires à dominer et/ou à détourner les politiques économiques de l'État pour promouvoir leurs propres intérêts.

L'endettement soudanais

- 23 Les exigences imposées par les programmes d'ajustement du Fonds monétaire international comptent parmi les facteurs externes les plus importants qui ont exacerbé les problèmes économiques et limité les possibilités d'adopter une politique économique saine. Celles-ci ont en effet produit des résultats négatifs sur la balance commerciale et des paiements, accentuant le déficit des échanges extérieurs, érodant la valeur de la monnaie locale par des dévaluations successives et amplifiant l'endettement¹⁵. La forte dépendance par rapport aux biens étrangers rend très difficile la réduction des importations. De même, les prix croissants des matières premières et des intrants importés dans une économie déficiente font de la promotion des exportations un objectif inaccessible et socialement inutile. En raison de l'absence de développement économique autocentré, basé sur une accumulation dynamique de capital dirigé vers l'innovation et l'augmentation de la productivité dans les secteurs industriels et agricoles, l'économie n'a pu tirer profit des stratégies économiques dirigées vers l'exportation préconisées par le FMI.
- 24 Au contraire, il est évident que le pays a échoué à maximiser les bénéfices tirés du commerce extérieur et a fait l'expérience d'une détérioration des termes de l'échange. Il est possible d'examiner le rapport entre la production intérieure de biens et services destinés à l'exportation et les intrants étrangers et les ressources utilisées en vue de cette production : il suffit pour cela d'établir le ratio entre exportation et importation de biens et services. Si le ratio est supérieur à un le pays sera capable de tirer de sa balance commerciale des bénéfices susceptibles de financer le développement économique interne.
- 25 Or ce ratio, pour le Soudan, est inférieur à un, ce qui montre que le pays produit très peu au regard des coûts élevés de production et qu'il n'est pas en mesure de rembourser les matières premières et inputs utilisés pour la production de ces biens fabriqués localement. Ce phénomène a conduit à un gaspillage important de ressources locales et étrangères ainsi qu'à une certaine détérioration de la balance des paiements pendant la décennie 80 et à l'augmentation des déficits du commerce extérieur.

Tableau 5 : Ratios en % (1984/85 - 1988/89) entre :

Année	exportations/Importations	exportations/ PNB	importations/ PIB
1984/85	54	2.9	5.2
1985/86	39	2.8	7.2

1986/87	34	2.7	7.8
1987/88	57	4.8	8.5
1988/89	45	6.7	14.8

Source : Ratios calculés d'après les données obtenues de l'*Economic Survey* 1988/89 ; Ministère des Finances et de la Planification économique, Khartoum, 1989.

- 26 Si le ratio des exportations sur le PIB a augmenté pratiquement dans les mêmes proportions que le ratio des importations sur le même agrégat (cf. tableau 5), il n'en reste pas moins qu'en monnaie constante, de 1983/84 à 1988/89, la valeur des exportations a chuté, ce qui est dû à de nombreux facteurs dont la baisse des niveaux de productivité, le déclin des investissements productifs, l'inefficacité administrative, la détérioration des moyens de transports et de communication, les politiques déficientes de stockage et de commercialisation et la perte de compétitivité vis-à-vis de l'étranger ; en résumé, l'on assiste à une augmentation de l'excédent de demande de biens et services.
- 27 L'accroissement de l'endettement extérieur aggrave le sous-développement et la dépendance à l'égard de l'aide et des finances étrangères. La dette extérieure du Soudan était estimée à 10 milliards de dollars en 1986 et à environ 13 milliards de dollars à la fin de 1989¹⁶. Le service de la dette globale est passé, entre 1983 et 1986, de 11,6 % à 115 % des revenus tirés de l'exportation de biens et services, et de 2 % du PIB pour la période 1973-83 à 23 % en 1985-86. En outre, le taux de dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère, mesuré par le rapport entre le montant de la dette impayée et les revenus tirés de l'exportation, est passé de 103,5 % en 1983 à 897 % en 1984 et 805 % en 1985. L'économie soudanaise est, en fait, dirigée et orientée de l'extérieur. De plus, le pays a dû accepter d'hypothéquer une grande part de ses ressources nationales pour couvrir sa dette extérieure. Le taux d'hypothèque, mesuré par le rapport entre le montant de la dette impayée et celui du PIB a augmenté de façon importante, passant de 20 % en 1973 à 166 % en 1985. Finalement, le ratio de la dette par tête sur les revenus par tête passe de 20 % en 1973 à un record de 163% en 1985/86.

Conclusion

- 28 Cette étude a évoqué la crise économique soudanaise des années 80, qui s'est manifestée par un taux faible, voire négatif, d'accroissement du PNB et du revenu par tête. Les niveaux de production et de productivité ont chuté régulièrement, menaçant la sécurité alimentaire de la plus grande part de la population. Le pays a également connu de sérieux problèmes monétaires et financiers. Le déficit du budget a considérablement augmenté, obligeant le gouvernement à emprunter toujours davantage à la Banque centrale soudanaise, ce qui n'a fait que creuser le déficit budgétaire et augmenter les pressions hyper-inflationnistes. De plus, les contre-performances des exportateurs soudanais et les coûts croissants des importations ont accentué le déficit de la balance commerciale et aggravé la situation de la balance des paiements. L'économie soudanaise a également été menacée par l'augmentation de l'endettement extérieur. La dette impayée reste actuellement (1991) de 13 milliards de dollars. A cela s'ajoute la crise économique internationale, cause du ralentissement puis de l'interruption des aides et prêts étrangers. Par conséquent, le Soudan a fait

l'expérience d'une sévère pénurie de fonds, autant d'origine locale qu'étrangère. En résumé, l'économie n'est parvenue ni à accroître la production locale de biens et services pour couvrir la demande ni à importer de l'étranger les biens nécessaires, cela par manque de devises étrangères.

- 29 Comme on a tenté de le montrer en seconde partie, la crise économique trouve son origine dans la politique économique coloniale puis dans celle poursuivie après l'indépendance. L'économie du Soudan a souffert et souffre encore d'un haut degré de dépendance économique. La plupart des secteurs de l'économie sont désarticulés, déséquilibrés et non complémentaires. Les niveaux de productivité de ces secteurs sont inégaux. Une très large part des ressources du pays est consacrée à la production de quelques produits de base destinés à l'exportation. En d'autres termes, la production intérieure est de plus en plus déconnectée de la consommation de masse et de plus en plus dépendante des importations, aides et prêts étrangers, dont la source s'est presque complètement tarie ces dernières années.

NOTES

1. Ministère des Finances et de la Planification économique, *Enquête économique*, Khartoum.
2. Banque mondiale, *Rapport annuel 1981*, Washington D.G, 1981.
3. Ministère des Finances..., *Enquête économique 1988-89 et 1989-90*, Khartoum.
4. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1989*, Oxford, Oxford University Press. 1989.
5. CEE ; *La Sécurité alimentaire au Soudan*. Brighton, IDS, février 1988.
6. *Rapport sur le développement dans le monde 1989*, op. cit.
7. Ministère des Finances..., *Discours sur le budget*, Khartoum, 1989.
8. Ali A. G., *Sudan Economy in Disarray*, Khartoum and London, Ithaca and KUP, 1985.
9. *Rapport sur le développement dans le monde 1989*, op. cit.
10. Ministère des Finances..., *Discours sur le budget*, Khartoum, 1990.
11. Conférence sur le *Dialogue national sur la paix*, Rapport final du comité sur les impacts de la guerre, Khartoum. 1989.
12. *Enquête économique 1989/90*, op. cit.
13. Ahmed M. M., « Social Formation and Problems of Development and Underdevelopment in the Sudan », in S. H. Hurreiz et F. A. Salam ed., *Ethnicity, Conflict and National Integration in the Sudan*. Khartoum, KUP, 1989.
14. Ahmed M. M., *ibid*.
15. Ahmed M, M., « Sudan's External Debts Crisis and Solutions », *The Bulletin of Sudanese Studies*, vol. 10. n° 1. Voir également Hansohm D., « The Success of the IMF World Bank policies in Sudan », in Peter Lawrence ed., *World Recession and Food Crisis in Africa*, London, 1986.
16. Ahmed M. M., op. cit.

INDEX

Mots-clés : Soudan

AUTEUR

MEDANI M. AHMED

Université de Khartoum